



SEANCE EXTRAORDINAIRE DU 24 OCTOBRE 2014

Compte rendu

L'an deux mille quatorze et le vingt-quatre octobre à seize heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents:

Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY- RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.- P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS ,Mme T. FRANCES suppléant de M. T. BREYSSE, M. J.-P. DACHEUX suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme A. M. ARQUILIERE suppléant de M. Y. PELLET, Mme F. GABORIT suppléant de M. E. PENSO.

Pouvoir(s):

M. F. ABERT à Mme M. BODKIN, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, M. R. COTTE à M. B. TRAVIER, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme P. MIRALLES à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 1 affaire.

L'ordre du jour est adopté à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°2 : HORS COMMISSION – MÉTROPOLE - SAISINE DE L'ÉTAT POUR L'OBTENTION PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER DU STATUT DE MÉTROPOLE AU SENS DE L'ARTICLE L.5217-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au terme des alinéas 3 et 4 de l'article L. 5217-1 du CGCT, peuvent obtenir, à leur demande et par voie de décret, le statut de métropole, les EPCI remplissant les conditions suivantes :

- obtenir l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou l'accord de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population ;
- être un EPCI à fiscalité propre qui forme, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants et dans le périmètre duquel se trouve le chef-lieu de région.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier remplit l'ensemble des critères énumérés par la loi de n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles pour demander l'accès au statut de métropole.

Dans ce contexte, le Conseil communautaire du 17 juillet dernier a approuvé à une large majorité, par la délibération n°12363 le principe de saisine des conseils municipaux pour qu'ils se prononcent sur l'adoption par décret du statut de métropole. Cette délibération est venue clôturer un processus approfondi de débat en conférence des maires, à l'occasion duquel il a été rappelé que la création de la Métropole

- était rendue indispensable par la réforme territoriale qui va redessiner la carte des Régions ;
- devait être consentie et négociée avec les communes au travers d'un pacte de confiance avec les maires leur garantissant la souveraineté communale dans le cadre de la coopération intercommunale (ce pacte est annexé à la présente délibération et constitue la condition politique de la transformation de la Communauté d'agglomération en Métropole) ;
- devait être complétée par le lancement d'un dialogue métropolitain avec les communautés de communes et d'agglomération voisines.

A la suite de cette délibération, les conseils municipaux des communes membres ont été saisis et se sont prononcés comme suit en faveur de l'adoption du statut de métropole :

- Commune de Montpellier : favorable (délibération n°2014-311 du conseil municipal de Montpellier en date du 24 juillet 2014)
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone : favorable (délibération n°2014 DAD 120 du conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 2 septembre 2014)
- Commune de Saussan : défavorable (délibération n°D 08 09 2014 1 du conseil municipal de Saussan en date du 8 septembre 2014)
- Commune de Saint-Brès : favorable (délibération n°2014-088 du conseil municipal de Saint-Brès en date du 11 septembre 2014)
- Commune de Baillargues : favorable (délibération n°2014-88 du conseil municipal de Baillargues en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Cournonsec : favorable (délibération n°2 du conseil municipal de Cournonsec en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Saint Georges d'Orques : favorable (délibération n°2014/128 du conseil municipal de Saint Georges d'Orques en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Sussargues : favorable (délibération n°DE14_041 du conseil municipal de Sussargues en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Juvignac : favorable (délibération n°14.09.18.01 du conseil municipal de Juvignac en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Saint Genies des Mourgues : favorable (délibération n°39/14 du conseil municipal de Saint Genies des Mourgues en date du 23 septembre 2014)
- Commune de Cournonterral : favorable (délibération n°D2014/70 du conseil municipal de Cournonterral en date du 24 septembre 2014)
- Commune du Cres : favorable (délibération n°65-2014 du conseil municipal du Cres en date du 25 septembre 2014)

- Commune de Castries : favorable (délibération n°2014/25-09/006 du conseil municipal de Castries en date du 25 septembre 2014)
- Commune de Pérols : favorable (délibération n°2014-09-25/4 du conseil municipal de Pérols en date du 25 septembre 2014)
- Commune de Lattes : favorable (délibération n°2014-202 du conseil municipal de Lattes en date du 25 septembre 2014)
- Commune de Montferrier-sur-Lez : favorable (délibération n°2014-24 du conseil municipal de Montferrier-sur-Lez en date du 30 septembre 2014)
- Commune de Lavérune : défavorable (délibération n°2014-60 du conseil municipal de Lavérune en date du 2 octobre 2014)
- Commune de Montaud : favorable (délibération du conseil municipal de Montaud en date du 2 octobre 2014)
- Commune de Murviel-lès-Montpellier : favorable (délibération n°47/2014 du conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier en date du 2 octobre 2014)
- Commune de Jacou : favorable (délibération n°DEL01-06OCT14 du conseil municipal de Jacou en date du 6 octobre 2014)
- Commune de Saint-Drézéry : favorable (délibération n°2014-055 du conseil municipal de Saint-Drézéry en date du 6 octobre 2014)
- Commune de Clapiers : favorable (délibération n°2014/11/01 du conseil municipal de Clapiers en date du 7 octobre 2014)
- Commune de Prades-le-Lez : favorable (délibération n°116/2014 du conseil municipal de Prades-le-Lez en date du 9 octobre 2014)
- Commune de Beaulieu : favorable (délibération n°14.10.01 du conseil municipal de Beaulieu en date du 9 octobre 2014)
- Commune de Saint Jean de Védas : favorable (délibération n°2014-86 du conseil municipal de Saint Jean de Védas en date du 9 octobre 2014)
- Commune de Vendargues : favorable (délibération n°80/2014 du conseil municipal de Vendargues en date du 9 octobre 2014)
- Commune de Grabels : défavorable (délibération n°096/13-10-2014 du conseil municipal de Grabels en date du 13 octobre 2014)
- Commune de Pignan : favorable (délibération n°101/2014 du conseil municipal de Pignan en date du 13 octobre 2014)
- Commune de Fabrègues : défavorable (délibération n°2014-036 du conseil municipal de Fabrègues en date du 14 octobre 2014)
- Commune de Restinclières : défavorable (délibération n°2014-041 du conseil municipal de Restinclières en date du 14 octobre 2014)
- Commune de Castelnau-le-Lez : favorable (délibération n°2014/10-02 du conseil municipal de Castelnau-le-Lez en date du 16 octobre 2014)

Les conditions de majorité requises, s'agissant du critère de la population ou de celui du nombre de conseils municipaux favorables au passage en Métropole, sont amplement remplies.

Cette large majorité des communes de notre Agglomération s'est rassemblée autour d'une ambition, d'une démarche et d'un projet.

Une ambition : s'inscrire de manière offensive dans le paysage territorial à venir et de la grande région issue de la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, en faisant de la Métropole le moteur d'une stratégie de coopération avec l'ensemble des communautés de communes et d'agglomération formant un bassin de vie.

Une démarche : construire une métropole douce, respectueuse des souverainetés communales, conçue comme une coopérative d'action publique au service des communes et s'inscrivant dans des relations harmonieuses avec ses communautés voisines.

Un projet : initier un projet de territoire ambitieux autour des cinq piliers que sont le développement touristique, la santé, le numérique, les sciences du vivant et les transports. Ces cinq piliers sont autant de domaines d'excellence de notre territoire et de marqueurs de son identité que la Métropole s'attachera à valoriser, structurer et développer.

Il est proposé que la dénomination de la Métropole soit « Montpellier Méditerranée Métropole » et que son siège administratif soit fixé 50 place Zeus à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le Président à saisir le représentant de l'État pour obtenir par décret le statut de métropole conformément à l'article L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver la dénomination de « Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- fixer le siège administratif de la Métropole au 50 place Zeus à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre et 5 abstentions).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Se sont abstenus : M. Roger CAIZERGUES, Mme Claire JABADO, M. Hervé MARTIN, M. René REVOL, M. Joël VERA.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.